

problème pour éviter de prendre ses responsabilités? Est-ce pour le gouvernement un moyen de temporiser ou de laisser les choses traîner en longueur? En tout cas, cela n'est d'aucun secours.

Il nous arrive d'entendre—de la part du gouvernement, entre autres—que toute augmentation des pensions serait cause d'inflation. Vous savez bien, dit le gouvernement, que lorsque la situation économique est mauvaise, nous ne pouvons permettre ces choses. Quand la situation économique est bonne, les augmentations de pension deviennent une cause d'inflation. Quoi qu'il arrive dans notre pays, qu'il y ait beaucoup ou peu de chômage, que nous vivions en période de prospérité ou de dépression, quand il s'agit d'augmenter les pensions de vieillesse, le gouvernement déclare que nous ne pouvons pas nous le permettre ou que ce serait là une mesure inflationniste. Jusqu'à présent, aucun partisan du gouvernement n'a déclaré que les personnes âgées de notre pays ne méritent pas cette augmentation. Ils n'oseraient pas faire une telle déclaration.

Cependant, le gouvernement soutient des points de vue contradictoires. Il dit que nous n'avons pas les moyens et que ce projet est inflationniste. Le gouvernement demande souvent où prendre les fonds? Lorsque le gouvernement affirme que l'augmentation de la pension de la sécurité de la vieillesse favorisera l'inflation, il divague. Vous regardez autour de vous et vous voyez le genre de dépenses qui sont faites dans les secteurs de l'économie qui sont vraiment sous pression, et les dépenses vraiment inflationnistes n'ont aucun sens. En réalité, le gouvernement n'est pas en mesure de faire cesser l'inflation dans les secteurs où elle devrait cesser.

Qu'est-ce qu'une personne âgée fera de cette augmentation de la pension de la sécurité de la vieillesse? Achètera-t-elle des centres commerciaux, construira-t-elle un immeuble d'appartements ou un château? Comment ces \$25 aideront-ils les personnes âgées? Comment pourront-elles favoriser l'inflation avec cette somme? Achèteront-elles un peu plus de nourriture, ou paieront-elles leurs loyers? Elles pourront les dépenser pour des médicaments. Est-ce inflationniste? Elles pourront offrir un cadeau à leurs petits enfants; serait-ce favoriser l'inflation? Elles pourront voyager.

En analysant les dépenses de nos vieillards, on se rend compte qu'à peu d'exceptions près, elles portent sur les nécessités fondamentales, et on n'a pas besoin de faire un effort d'imagination pour savoir que ce n'est pas cela qui exerce des pressions inflationnistes au pays. J'ai ressenti de l'inquiétude lors de la

présentation par le ministre des Finances de son célèbre budget, qualifié d'original. Original en effet, en ce que le ministre a adopté une double norme d'impôt ce qui est magnifique pour retirer les revenus dont il avait besoin. Il se sentait tout à fait disposé à imposer ces taxes aux particuliers, mais lorsqu'il s'est agi des sociétés, il n'était plus question d'impôts pour résoudre le problème, mais de prêts. Sauf erreur, ces prêts représentaient plus de 300 millions de dollars et il me semble qu'un tel montant pourrait subvenir au moins à la moitié des frais qu'entraînerait l'augmentation de la pension de vieillesse. Pourquoi cette double norme d'imposition? Pourquoi le gouvernement n'était-il pas prêt à réunir des fonds et à assurer une augmentation de la pension de vieillesse?

Nous parlons d'unité nationale au Canada et nous trouvons regrettable que nos gens se tournent de plus en plus vers les gouvernements provinciaux pour obtenir l'assistance voulue. Nous déplorons le fait qu'ils se sentent plus attachés à leur gouvernement provincial qu'au gouvernement national à Ottawa. Comment s'en étonner quand le gouvernement fédéral se montre si dur? S'il veut travailler en vue de l'unité nationale, s'il veut donner aux Canadiens l'impression que les députés siégeant à Ottawa ne sont pas complètement isolés du reste du pays, qu'il fasse quelque chose au sujet de la pension de vieillesse. Mais le gouvernement est sourd aux réclamations des bénéficiaires de la pension de vieillesse. Ainsi, monsieur le président, les gouvernements provinciaux disent à leur population qu'ils peuvent le faire par leurs propres moyens et satisfaire à leurs besoins et qu'ils augmenteront les pensions.

• (3.50 p.m.)

Ce n'est pas une raison, parce que ces gouvernements sont plus près du peuple, pour que le gouvernement d'Ottawa reste inactif. Si, en parlant d'unité nationale, le gouvernement fédéral désire répandre parmi toute la population canadienne d'un bout à l'autre du pays l'impression qu'il se préoccupe d'elle et souhaite faire quelque chose pour elle, il n'a qu'à intervenir dans des domaines comme celui-ci. Que le gouvernement intervienne au moins dans les domaines de sa compétence.

Il n'y a pas de doute que le gouvernement est capable d'augmenter la pension de vieillesse. Il n'y a pas de doute que tous les Canadiens dans toutes les parties du pays s'en trouveraient mieux. Mais ce n'est pas ce que le gouvernement fait. Souvent, le gouvernement dit qu'il aimerait prendre des mesures pour favoriser l'unité nationale et pour démontrer